

LES LEÇONS DE L'ÉCHEC DE L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE AU MALI



JOSEPH BONIFACE CAMARA *

Les OPEX sont une pierre angulaire de la diplomatie sécuritaire, humanitaire et droit de l'homme de la France. C'est une tradition bien ancrée de la cinquième République et chaque président a eu à engager au moins trois (3) opérations extérieures dans un cadre international (onusien), unilatéral (sur décision des autorités françaises), bilatéral (via des accords interétatiques) ou multilatéral (OTAN, UE). De 1963 à 2022, la France est impliquée dans une centaine d'opérations militaires à l'extérieur de son territoire (Marill et Chapleau 2018: 451). Elle y a mené une trentaine d'OPEX en Afrique¹. L'usage du terme OPEX est devenu courant à partir des années 2000, anciennement on parlait plus de « Théâtre extérieur d'opération ». En effet, la définition la plus intéressante et complète à ce jour provient du rapport Thorette² : « est qualifié d'opération extérieure tout emploi des forces armées hors du territoire national (qu'elles soient déployées sur le théâtre ou opèrent à partir du sol français), dans un contexte caractérisé par l'existence de menaces ou de risques susceptibles de porter atteinte à l'intégrité physique des militaires »³. Ces opérations extérieures portent souvent le nom de plantes ou d'animaux exotiques. Les OPEX se déroulent sous diverses formes avec des objectifs assignés. Leur durée est très variable. Celle en cours d'achèvement au Mali, selon la version officielle, c'est à la demande expresse du président malien de transition auprès de son homologue français François Hollande après qu'une coalition hétéroclite de djihadistes qui occupaient jusque-là le septentrion malien suite à la déroute de l'armée en mars 2012 ait décidé de descendre un peu plus vers le sud. Ils préparaient vraisemblablement l'assaut contre le verrou stratégique de Konna. C'est dans ce contexte inquiétant que l'intervention militaire française débute le 11 janvier 2013 sous le nom de Serval. Cependant, après neuf (9) ans de présence, l'action militaire française est devenue très contestée par une partie de l'opinion malienne et de l'élite politique et militaire, ce qui a poussé le 17 février 2022, le président Macron à annoncer dans un communiqué laconique la fin de l'opération militaire française (Barkhane) et européenne (Takuba) au Mali⁴. Dès le lendemain, le porte-parole du gouvernement malien sur les antennes de l'ORTM lut un communiqué pour exiger le « retrait sans délai » des forces françaises stationnées dans le pays⁵. Alors comment comprendre ce désaveu des forces françaises au Mali ?

«A bas la France», «France dégage», «France, État terroriste», «France complice des terroristes»..., ce sont là quelques messages écrits sur les pancartes lors de la gigantesque

¹ <https://www.vincenthiribarren.com/dh/francafrique/index.html>

² Bernard Thorette est un ancien général et chef d'Etat-major de l'armée de terre française

³ <https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/124000016.pdf>

⁴ <https://www.france24.com/fr/france/20220217-en-direct-fin-de-partie-pour-l-op%C3%A9ration-barkhane-au-mali>

⁵ <https://www.youtube.com/watch?v=pjpt3cQ53qY>

manifestation populaire du 14 janvier 2022.⁶ Ces images saisissantes contrastent avec celles du lendemain de l'intervention militaire française où l'on apercevait aisément une population malienne euphorique brandissant des fanions français et maliens et sur des milliers de pancartes, l'on pouvait lire «Merci la France», «France notre sauveur», «Vive l'armée française», «Merci papa Hollande»... Les soldats français avançaient partout sous la liesse populaire, accueillis par des foules enthousiastes qui les appelaient affectueusement «nos Héros», «nos libérateurs». L'ambiance était tout simplement surréaliste: des écoles, des enfants ont été très vite baptisés au nom du premier soldat français mort pour le Mali, Damien BOITEUX et même François Hollande du nom du président français de l'époque à l'initiative de cette intervention. Jamais, la France n'avait égalé un tel niveau de satisfecit et de popularité dans ce pays généralement méfiant à l'égard de l'ancienne puissance colonisatrice. En seulement quelques semaines, le septentrion malien retrouvait une relative liberté et accalmie. Mais que s'est-il réellement passé entre d'une part le peuple malien et une partie de son élite politico-militaire et d'autre part la France pour que cette dernière soit aujourd'hui tant décriée et accusée de tous les maux ? Pourquoi, le Mali a-t-il par la suite sombré dans l'insécurité avec la multiplication des attaques terroristes ? Certaines décisions françaises ont-elles conduit le pays dans l'impasse ? Ce sont là quelques-unes des questions que nous vous proposons de répondre dans ce papier.

Dans un premier temps, nous analyserons pourquoi la France est intervenue en 2013 et comment l'action française a perdu l'onction populaire. Puis dans un second temps, nous examinerons les choix stratégiques français ayant conduit le Mali et le Sahel dans une descente en enfer sécuritaire ainsi que les griefs de la population malienne et d'une partie de l'élite politico-militaire à l'encontre de la présence militaire française. Enfin, nous expliquerons pourquoi, les russes ont été sollicités par les autorités maliennes au grand regret des partenaires traditionnels du Mali à l'instar de la France.

I - Une intervention militaire sollicitée et applaudie par les maliens

Le 11 janvier 2013 débute l'intervention militaire française au Mali d'abord sous le nom « Opération Serval » puis l'« Opération Barkhane ». Selon la version officielle, c'est à la demande du président intérimaire du Mali Dioncounda Traoré que Paris apporta son appui militaire au Mali. Les trois objectifs assignés à Serval sont : premièrement : appui aérien français aux soldats maliens aux prises avec des terroristes, deuxièmement : appui en matière de renseignements au bénéfice des forces maliennes et troisièmement la restauration de l'intégrité territoriale du Mali.

Sur le terrain, le déploiement de troupes françaises a été largement applaudi par la population lassée par la violence des fanatiques religieux avec leur projet théocratique obscurantiste qui est à l'antipode des traditions maliennes où l'islam côtoie d'autres croyances, c'est-à-dire les survivances des pratiques ancestrales qui sont des outils de socialisation de l'homme africain. L'islam alors pratiqué est considéré comme syncrétique, hérétique par les nouveaux maîtres fondamentalistes qui se sont illustrés par leur barbarie : flagellations, lapidations, destructions de mausolées... La population exténuée et traumatisée par ces atrocités voyait dans les soldats français des « anges », des « libérateurs ». Partout, on posait fièrement avec le drapeau français. Mais très vite les premières frictions apparaissent entre la partie française et malienne au sujet

⁶ Une manifestation populaire inédite de l'histoire du Mali organisée à l'initiative du gouvernement de transition suite aux sanctions imposées par la CEDEAO et l'UEMOA. Généralement, les manifestations au Mali se tiennent dans les centres urbains mais cette fois même les villages les lointains ont organisé des marches pour soutenir le pouvoir en place

de la décision unilatérale de la France à aller seule dans la région de Kidal avec les supplétifs tchadiens et les rebelles indépendantistes qui avaient trouvés un temps exil aux pays voisins (Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Algérie) mais sans l'armée malienne créant subséquentement « une enclave pour les Touaregs indépendantistes ». Ainsi, l'étonnement succède à l'engouement. L'incompréhension laisse place aux spéculations, les déclarations maladroites, suspicieuses et intentionnelles des officiels français se succèdent, les discours anti politiques françaises commencent doucement à se faire entendre. Les attaques meurtrières des bourreaux d'hier se multiplient, l'armée essuie des pertes colossales, la population civile est abandonnée à son sort, les massacres se multiplient, la situation est devenue hors de contrôle !

II - L'action militaire à l'épreuve des manœuvres politiques

Les manœuvres politiques de la France ont fini par ruiner les gains de la guerre éclair contre les terroristes. L'opération Serval a laissé place à Barkhane et depuis 9 ans maintenant la guerre continue et la situation sécuritaire loin de s'améliorer s'aggrave au jour le jour. Le territoire malien qui avait été complètement libéré en 2013 en seulement quelques semaines de combats, est aujourd'hui à 80 % contrôlé ou sous forte menace terroriste. Le conflit a entraîné la mort de plus de dix milles personnes (civils et militaires), la fermeture de plus de 1600 écoles⁷ et le déplacement de milliers de personnes⁸. Ainsi, l'on peut légitimement se demander pourquoi un tel retournement de situation ? Comment les terroristes ont-ils pu aisément réoccuper le terrain malgré la présence des forces françaises, de la MINUSMA⁹, des forces européennes (EUTM-Mali, TAKUBA), du G5 sahel ?

En ce début d'année 2022, l'on constate avec étonnement que les terroristes occupent plus d'espace (de Zones) qu'avant l'intervention militaire française en 2013 ! Les raisons qui ont entraîné ce chaos sécuritaire sont nombreuses :

D'abord, la volonté des autorités françaises (militaires et politiques) de s'appuyer sur les rebelles Touaregs indépendantistes plutôt que sur l'armée malienne (qui compte pourtant de valeureux soldats Touaregs originaires de Kidal et connaissant parfaitement les reliefs de l'Adrar) dans la libération de la région de Kidal considérée comme le fief des Touaregs indépendantistes. Les forces françaises sont venues dans leur valise avec les Touaregs indépendantistes puisqu'avec le début de l'intervention française, un nombre important de ces gens-là avaient été éliminés soit par les islamistes soit avaient fui vers les pays frontaliers Mauritanie, Niger, Burkina Faso. Par ce geste, Paris a commis sa première erreur stratégique dont les conséquences ont été dévastatrices sur plusieurs ordres : premièrement, la France a perdu l'onction populaire au Mali, les voix se sont élevées contre cette atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale. A ce sujet, les autorités françaises ont ignoré l'avertissement de l'avisé ambassadeur Christian Royer. Il a été rappelé à Paris¹⁰. Durant cette période le Quai d'Orsay s'est livré à un licenciement des diplomates les plus talentueux et les

7 <https://www.unicef.org/mali/communiqu%C3%A9s-de-presse/adaptation-des-offres-%C3%A9ducatives-pour-un-retour-l%C3%A9cole-dans-un-environnement#:~:text=Compte%20tenu%20de%20la%20crise,du%20mois%20d'ao%C3%BBt%202021>

8 <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-378-000-d%C3%A9plac%C3%A9s-internes-enregistr%C3%A9s-en-2021onu/2371330#:~:text=Au%20moins%20378%20000%20d%C3%A9plac%C3%A9s,pour%20la%20stabilisation%20du%20Mali%20>

9 Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali en cours depuis le 25 avril 2013, elle compte à ce jour 11200 soldats

10 <https://www.lefigaro.fr/international/2013/03/21/01003-20130321ARTFIG00686-l-ambassadeur-de-france-au-mali-remercie-par-fabius.php>

plus clairvoyants comme Christian Royer, Laurent Bigot... qui ont très tôt compris que la politique africaine de la France est en déphasage avec l'évolution sur le continent car d'une part, il y a un éveil des populations grâce aux NTIC et d'autre part la présence de plus en plus d'autres acteurs ayant des stratégies plus élaborées et avec des moyens financiers importants. Également, les chercheurs français les plus pondérés ont également été marginalisés à l'instar d'André Bourgeot, Jean-François Bayart, Thomas Dietrich... Les autorités politiques et militaires françaises en empêchant l'armée malienne d'entrer à Kidal avaient-ils à l'esprit la gestion catastrophique de l'opération turquoise ou le « mythe de la sauvagerie noire » ? Pour la première hypothèse, les réserves de la France sont tout à fait légitimes mais Paris aurait pu dans ce cas précis placer les militaires maliens sous son commandement ou demander plutôt le déploiement de force de police. Quant à la seconde hypothèse, le narratif colonial des « gentils civilisateurs occidentaux » face aux « sauvages de noirs » ne semble pas tomber en désuétude dans certains milieux intellectuel, politique et militaire occidentaux. En effet, selon certains politiques et chercheurs français, les noirs qui sont majoritaires détestent les Touaregs (qui ont la peau légèrement claire). Cette conception manichéenne de la crise malienne illustre le manque de connaissances fines de la réalité malienne. Par exemple, certains chercheurs français à l'instar de Marc-Antoine Pérouse de Montclos va jusqu'à soutenir l'idée que les autorités au pouvoir à Bamako ont cherché à s'appuyer sur les militaires de l'opération serval pour remonter au nord « liquider » définitivement le problème des Touaregs. L'ambiance était à la revanche (Pérouse de Montclos : 277). Il prête donc aux autorités les maliennes des intentions génocidaires, ce qui justifie selon lui l'interdiction faite par les autorités françaises à l'administration malienne de s'y déployer. Il poursuit dans le même ordre d'idée, en affirmant que les Bamakois préfèrent les djihadistes aux Touaregs (Pérouse de Montclos : 265)! Et qu'ils détestaient les Touaregs du Nord (Pérouse de Montclos : 18)! Ces affirmations sensationnalistes, vicieuses et dangereuses participent en occident à une lecture stéréotypée du très « complexe » problème malien. Il n'existe pas au Mali chez les populations noires une haine des Touaregs. Certes, l'ambiguïté discursive des politiques maliens qui usent souvent un vocabulaire sans lien avec le réel pour qualifier les rebelles indépendantistes de bandits armés, de fainéants, de terroristes... dans le but entre autres de délégitimer leurs revendications socio-économiques et politiques ; d'éviter une internationalisation de la crise. Cependant de telles labellisations ont créé un climat délétère propice à la violence. Mais, les subsahariens (noirs) ne sont pas des peuples mémoriels, ils ont le pardon facile. C'est-à-dire, chez les noirs, il n'y a pas de transmission des événements douloureux (des humiliations subies ou vécues), les noirs ont tendance à les évacuer contrairement à d'autres peuples comme les arabes, les juifs et les occidentaux chez qui; on accorde une place importante aux événements douloureux par l'institution de commémoration, de monuments aux morts, de jours fériés et parfois même une dimension religieuse. L'affirmation selon laquelle les noirs auraient la haine des Touaregs relève de la mauvaise foi et traduit une méconnaissance profonde d'une part de la nature des sociétés africaines et d'autre part de l'histoire du Mali. Les anciens rebelles Touaregs ont toujours été acceptés au sein de l'armée, de l'administration. Pour preuve, l'actuel ministre de la jeunesse et des sports Moussa Ag Attaher¹¹ était le porte-parole du MNLA au moment du massacre d'Aguelhok et pourtant il n'a jamais fait l'objet d'agression verbale ou physique depuis qu'il occupe ce poste. C'est le cas d'ailleurs de nombreux chefs rebelles Touaregs qui ont leur famille à Bamako. Aucune menace ne le pèse sur ces personnes alors qu'il est de notoriété publique que bon nombre d'entre eux sont impliqués directement dans des assassinats de soldats de l'armée régulière ou fonctionnaires civils (préfets, sous-préfets, magistrats, enseignants...).

¹¹ <http://www.abamako.com/qui/profil.asp?id=1211>

Deuxièmement, les Français ont semblé ignorer la métamorphose de l'identité touarègue. C'est -à-dire les Touaregs tel que décrit par les voyageurs, les cinéastes, ethnologues, les militaires...qui ont sillonné le Sahel-Sahara au début du 20ième siècle ne sont pas les mêmes que ceux de cette deuxième décennie du troisième millénaire. L'iconographie et la monographie ont connu une évolution sans précédent. Or bon nombre de gradés français ayant lu ces œuvres croient que les mêmes réalités socio-anthropologiques demeurent inchangées : les Touaregs irrédentistes, guerriers razzieurs, propriétaires d'esclaves noirs et syncrétistes. Cette vision anachronique et fantasmée a poussé les autorités françaises à prendre des décisions graves de conséquences qui ont mis tout le Sahel à feu et à sang. En refusant à l'armée malienne et son administration de se redéployer à Kidal¹², la France a créé une enclave pour les Touaregs indépendantistes et par cette décision, les Touaregs islamistes qui avaient rejoint les rangs du groupe terroriste Ansar Dine¹³ aujourd'hui affilié à Al Qaeda ont créé le HCUA (Haut Conseil de l'Unité de l'Azawad) avec une certaine indulgence des autorités françaises du moment que les attaques terroristes ne sont pas diligentées contre les soldats français ! Une erreur que finira par reconnaître publiquement, l'ancien ambassadeur français au Mali Nicolas Normand. De même dans un rapport publié par l'assemblée nationale française souligne les accointances entre certains membres des groupes terroristes et les Touaregs indépendantistes : « la porosité entre les GAS¹⁴ et les GAT¹⁵ est bel et bien réelle »¹⁶. Par exemple, le HCUA¹⁷ est constitué de Touaregs de la tribu des Ifoghas¹⁸ (ou iforas) et de transfuges du groupe terroriste Ansar Dine. Il y a eu un phénomène de vases communicants, la stratégie française a permis à une large partie de Touaregs islamistes et terroristes de se muer, de se recycler en indépendantistes. Les islamistes étant les plus rompus au combat ont fini par absorber les indépendantistes laïcs et par la suite, ils ont instauré à Kidal une juridiction islamique : le cadī¹⁹ ! La France demeure impuissante face à cet état de fait car les factions indépendantistes Touaregs sont majoritairement de la tribu des Iforas or ce sont d'éminents membres de ce groupe qui ont embrassé l'islam rigoriste voire même le terrorisme à l'instar de Iyad Ag Ghali (neveu de l'amenôkhal²⁰) et fondateur d'Ansar Dine, chef du GSIM et Alghabass Ag Intalla, frère de l'actuel Amenôkhal et fondateur du HCUA (mouvement indépendantiste et islamiste). En effet, la France a besoin de cette tribu dans ses desseins géopolitiques car elle est la plus hostile à l'État malien et au projet national que tout autre groupe ou groupement touareg. La France est donc pris dans un jeu complexe car d'une part, elle doit ménager les membres de cette tribu même terroristes car sans eux, impossible de réaliser certains projets géopolitiques (l'établissement d'un mur invisible anti migration subsaharienne, mirador pour mieux surveiller l'indocile Algérie entre autres).L'Europe a d'ailleurs transformé le sahel-Sahara en un commissariat anti migration²¹ et cela grâce au concours d'une part des forces occidentales déployées au sahel sous couvert de lutte contre le terrorisme et de trafics de drogue et d'autre part grâce aux nombreux accords avec les Etats Maghrébins du pourtour méditerranéen. Si de

12 Ville de l'extrême nord du Mali et fief des Touaregs indépendantistes

13 Groupe islamiste touareg créé par Iyad Ag Ghali ancien chef rebelle touareg, ce groupe ne doit pas être confondu avec le mouvement de l'autre influent religieux malien Chérif Ousmane Madani Haïdara

14 Groupe armé signataire (des accords d'Alger)

15 Groupe armé Terroriste

16 https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_def/115b4089_rapport-information.pdf, page 40

17 Haut conseil de l'Unité de l'Azawad créé peu de temps après le début de l'intervention militaire française en 2013

18 Ensemble des tribus de l'aristocratie Touareg, tête de proue de nombreuses rébellions touarègues au Mali

19 <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191101-mali-kidal-absence-etat-le-cadi-rend-justice>

20 Chef d'une confédération touarègue, il est le détenteur de l'ettebel, c'est-à-dire le tambour de guerre et également symbole de son pouvoir.

21 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-demantelement-d-un-traffic-de-migrants-entre-l-afrique-de-l-ouest-et-l-europe-20220126>

temps en temps, les militaires français au Mali procèdent à des éliminations ciblées de cadres des mouvements indépendantistes, ceux-ci protestent par de simples communiqués, ce qui prouve que des négociations ou concertations ont précédées ces éliminations car une analyse rigoureuse permet de comprendre la stratégie ou la philosophie qui est derrière ces éliminations : Paris entend à affaiblir les djihadistes Touaregs pour remettre sur scelle les indépendantistes ! En effet, tant que les premiers seront puissants, la lutte des seconds est vaine.

En outre, les forces françaises refusent de lutter contre les trafiquants de drogue et autres produits de contrebandes or de nombreux rapports des Nations unies et même françaises soulignent le rôle catalyseur de ces trafics illégaux dans l'insécurité au Mali et au Sahel en général. Ce choix de Paris s'inscrit dans la stratégie globale de la France au Sahel : « préserver les intérêts français et n'attaquer que les groupes ayant des projets contraires aux nôtres ! ».

La deuxième erreur stratégique de la France est l'instrumentalisation de la MINUSMA (dont bon nombre de hauts responsables sont français) à des fins politiques. En effet, la France utilise cette force onusienne comme son bras politique dans le conflit malien. Elle sert de force d'interposition entre l'armée et alliés et les Touaregs indépendantistes. Paradoxalement, cette force n'a pas pour mission de lutter contre le terrorisme pourtant premier facteur d'instabilité au Mali. Des villages situés à une dizaine de kilomètre des camps de stationnement de cette force internationale sont attaqués pendant des heures sans que les casques bleus n'interviennent pour mettre fin au massacre !

Troisième erreur stratégique de la France est d'avoir imposé un schéma politique au Mali. En effet, pour bon nombre d'officiers et de politiques Français, les Touaregs (blancs) ne peuvent accepter l'autorité politique des noirs (des sub-sahariens) autrement dit les gens du sud ! Cette conception raciale irrite majoritairement les maliens. La France est dans une impasse politique et géopolitique au Mali. Elle aurait promis aux Touaregs un État au nord du Mali contre la désertion de l'armée du colonel Kadhafi. A ce sujet, il existe de nombreux témoignages d'ex rebelles Touaregs. Paris a une dette morale envers les Touaregs ! Et donc pour parvenir à cette fin, la France a non seulement créé l'enclave de Kidal mais fit pression pour la signature des accords d'Alger dont les autorités maliennes ne veulent appliquer en aucune manière. A propos, le rapport des nations unies fait état de blocage par les institutions maliennes et cite nommément l'ancien patron du renseignement malien, le Général Moussa Diawara²². Par ces accords, la France entend habilement et subrepticement glisser les régions du Nord vers une autonomie dans un premier temps et dans un second temps vers une indépendance. C'est pourquoi, l'opinion malienne est devenue résolument hostile à la politique française dans son pays.

A ces erreurs stratégiques s'ajoutent les erreurs communicationnelles qui ont définitivement rendu l'action militaire française impopulaire au Mali.

III - L'action militaire occidentale décrédibilisée par des déclarations suspicieuses

Dans le conflit malien, les déclarations des officiels français ont blessé profondément les maliens tant émotionnellement qu'humainement. Elles ont nourri le ressentiment général dont le pouvoir actuel est l'émanation. En effet, avant l'intervention militaire française de 2013,

22 <https://www.voaafrrique.com/a/mali-onu-de-hauts-responsables-accus%C3%A9s-d-obstruction-du-processus-de-paix/5543440.html>

suite au massacre effroyable d'Aguelhok où une centaine de soldats maliens furent froidement assassinés²³ : égorgés, abattus à bout portant... Alain Juppé alors ministre français des affaires étrangères déclare que « la rébellion a enregistré une victoire militaire éclatante et qu'il faut en tenir compte²⁴ ». Ces soldats ont été assassinés par une coalition hétéroclite (Touaregs indépendantistes et terroristes islamistes).

Par la suite face aux avancées des groupes armés sur les ondes de la Radio France Internationale, le même Alain Juppé déclare qu'il était trop tôt d'ouvrir des négociations !

Ensuite, peu après l'intervention française, Jean-Yves Le Drian déclare que « Je le dis pour aujourd'hui (...) et aussi pour demain. Les Touaregs, sauf ceux qui se sont laissés embrigader par des groupes terroristes que nous condamnons totalement... Mais les Touaregs sont nos amis (...) Quand ils sont dans leurs territoires au nord du Mali, ils sont chez eux et il importe de les respecter, de les considérer aussi comme des Maliens comme les autres²⁵. Ces déclarations ont été très mal vécues globalement par les maliens car ils voyaient là une preuve tangible de l'ingérence française dans une affaire entre maliens. Le message ayant été perçu comme un soutien aux indépendantistes, l'opinion malienne faisait pression au gouvernement pour qu'il réinstalle la souveraineté malienne sur Kidal. La suite de l'histoire est tragique car le gouvernement malien tenta d'y prendre le contrôle de la cité par la force mais essuya un sanglant revers qui aura deux conséquences : primo, la signature des Accords d'Alger²⁶ et secundo entraîne de graves crises politiques. Le gouvernement malien par la suite de cette débâcle militaire, nombreux sont les soldats maliens ayant trouvés refuge dans les camps de la MINUSMA. Ils ont été désarmés par les casques bleus. Peu de temps après, le gouvernement malien a tenté de récupérer le matériel militaire, le chef militaire de Barkhane rétorque que « c'est un butin de guerre qui appartient à la CMA²⁷ » autrement dit aux Touaregs indépendantistes.

D'autres déclarations d'officiels ont chagriné l'opinion malienne et entraîné une profonde crise de confiance entre Paris et Bamako. On peut citer entre autres : la déclaration étonnante du français Christophe Sivillon, chef du bureau de la MINUSMA à Kidal qui a souhaité la « bienvenue aux délégations venues du Mali et de l'étranger » lors du congrès du MNLA²⁸ à Kidal le 30 novembre 2019. Cependant face aux protestations de la société civile et de certains partis politiques, le gouvernement malien n'a eu d'autre choix que de le déclarer persona non grata²⁹.

En effet, les autorités françaises minimisent la profondeur de l'attachement du peuple malien à cette lointaine portion du territoire. Tout d'abord, il faut savoir que les maliens sont « viscéralement attachés à leur intégrité territoriale ». Toute question relative au « nord » est ultra « sensible », elle peut faire et défaire des carrières. Les raisons profondes d'un tel attachement sont entre autres :

23 <https://www.lefigaro.fr/international/2012/02/14/01003-20120214ARTFIG00401-des-touaregs-executant-des-soldats-maliens.php>

24 [A la Une : le conflit au Nord-Mali qui s'installe dans la durée - Revue de presse Afrique \(rfi.fr\)](#)

25 https://www.liberation.fr/planete/2013/01/23/le-drian-appelle-a-la-vigilance-face-aux-possibles-exactions-au-mali_876156/

26 <https://peacemaker.un.org/node/2681>

27 <https://www.youtube.com/watch?v=Itr2mpcdB7I>

28 Mouvement National de Libération de l'Azawad, il s'agit d'un mouvement indépendantiste touareg qui revendique l'indépendance du nord du Mali qu'il appelle Azawad.

29 <https://www.jeuneafrique.com/868300/politique/mali-expulsion-du-francais-christophe-sivillon-chef-du-bureau-de-la-minusma-a-kidal/>

Premièrement, les maliens se considèrent comme les descendants d'anciens grands empires (Ghana, Mali, Songhaï). Deuxièmement, majoritairement les maliens ne conçoivent pas le Mali sans une de ses régions ou portion du territoire car le Mali est un tout ! Perdre une région ou portion du territoire, c'est comme être amputé ! Troisièmement, le sang, en effet, depuis l'indépendance du Mali, c'est plusieurs milliers d'enfants du sud et du nord qui sont morts dans les différentes rebellions. Donc d'une certaine manière, défendre l'intégrité du territoire, c'est être fidèle à ces martyrs. Ainsi, ce fort sentiment d'attachement à l'intégrité du territoire est difficilement compréhensible pour celui qui n'est pas malien.

En clair, l'ensemble des déclarations malencontreuses, suspicieuses ou intentionnelles ont fini par ruiner le capital de sympathie des maliens à l'égard de la France. Si l'on ajoute à cela l'absence de résultat tangible sur le terrain de la lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale du Mali, l'on comprend parfaitement pourquoi des voix se lèvent de plus en plus pour critiquer l'action militaire française et pour réclamer la signature d'accord militaire avec la Russie.

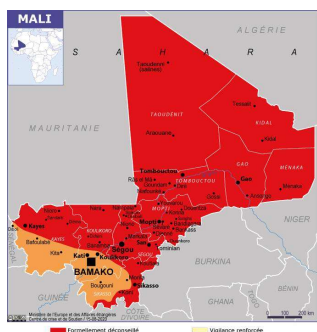
IV - La loi du terrain et l'action militaire française au Mali

La France en faisant un certain nombre de choix politiques et stratégiques a non seulement sabordé les progrès sécuritaires spectaculaires réalisés en quelques semaines après le lancement de l'opération Serval mais également entraîné une descente en enfer sécuritaire du Mali et de nombreux autres États du sahel (Burkina Faso, Niger) et la menace touche aujourd'hui d'autres États de la région.

Au Mali l'épicentre du conflit s'est glissé du nord au centre car Paris a fait le choix de ne pas neutraliser certains chefs terroristes à l'instar du touareg Iyad Ag Ghali et Amadou koufa, des bourreaux des forces armées maliennes. Les attaques sélectives des deux hommes cités contre principalement les forces maliennes épargnant paradoxalement les forces françaises et les casques bleus de la MINUSMA à l'exception de sa composante tchadienne. Dans des vidéos de propagandes des groupes terroristes, on les voit parader avec des véhicules de la MINUSMA et souvent ceux-ci sont utilisés comme leurre pour commettre des attentats contre les forces maliennes. Pourtant, la MINUSMA dispose de moyens aériens pouvant permettre à la localisation de ces véhicules et à leur destruction. Les groupes terroristes affiliés à la Katiba Macina de Koufa et au GSIM³⁰ de Iyad Ag Ghali sèment la désolation dans la partie centre du Mali : des populations civiles massacrées, des villages incendiés, des récoltes brûlés, des villageois empêchés de cultiver leurs champs Ce choix de la France à ne pas mettre hors d'état de nuire ces deux hommes est motivé par un calcul politique cynique des autorités françaises : empêcher la montée en puissance de l'armée pour forcer le gouvernement malien à céder aux mouvements indépendantistes des prérogatives telles que la gestion administrative, diplomatique, sécuritaire, des ressources naturelles des régions du Nord. Paris étant conscient du fait que seul un État malien à genoux peut accepter un tel diktat. C'est pourquoi, lorsque les autorités françaises annoncent depuis neuf ans que l'armée malienne monte en puissance; c'est bien un oxymore car l'armée malienne a non seulement perdu plus de 2 milles soldats³¹ mais la menace terroriste pèse désormais sur plus de 80 % du territoire malien (voir ci-dessous la carte sur la situation sécuritaire).

30 Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans, crée par le touareg Iyad Ag Ghali

31 https://www.jeuneafrique.com/1282659/politique/minusma-combien-de-soldats-africains-morts-pour-le-mali/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter



Carte proposée par l'ambassade de France au Mali³²

Par ailleurs, les forces françaises consacrent l'essentiel de leurs frappes sur EIGS³³ et AQMI³⁴. Le choix de la France à ne cibler prioritairement que ces deux groupes s'explique par les raisons suivantes : Premièrement AQMI qui n'a certes pas de projet d'instaurer un califat islamique au Sahel mais ces activités criminelles sont largement à l'antipode des intérêts français dans la région : prises d'otages, assassinats de citoyens français et européens, trafics de drogue et de migrants. Des activités qui n'arrangent donc pas principalement la France et les autres États européens dans une moindre mesure. Néanmoins, certaines actions de la France ont renforcé ce groupe terroriste de façon indirecte et peut-être involontaire. On peut citer entre autres : le versement de rançons pour la libération d'otages même si le gouvernement français a toujours réfuté officiellement³⁵. Egalement, la guerre en Libye a permis aux groupes terroristes du sahel de s'approvisionner à leur aise dans l'armurerie du colonel Kadhafi. Secundo, concernant l'EIGS, le nom même du groupe illustre son programme. Ce groupe terroriste vise l'établissement d'un califat islamique au Sahel donc il s'agit d'un projet politique, théocratique et transnational. A la différence d'AQMI qui cherche juste une libre circulation de ses hommes et le non entrave de ses activités criminelles et illicites. Il n'y a aucun projet politique et théocratique à l'œuvre à ce jour. Mais cependant, les rapports wikileaks nous apprennent que des dignitaires du mouvement avait un manuscrit portant sur la métamorphose du groupe avec comme corollaire le basculement vers un califat. Les projets de l'EIGS mettent donc en danger directement les intérêts économiques français dans la région (par exemple, les mines d'uranium au Niger) et provoque déjà un déplacement massif des populations civiles de la région qui sont des migrants potentiels. L'action française et européenne est donc tout sauf désintéressée.

Si les responsabilités de la France semblent établies dans la déconfiture sécuritaire néanmoins elle n'est pas la seule comptable de la situation chaotique au Mali et au Sahel. Il y a une part de responsabilité qui revient aux dirigeants de la région, on peut citer entre autres : l'absence d'une gouvernance éclairée pouvant offrir des perspectives à la jeunesse bref à la population dans sa globalité, la corruption des élites politiques et militaires qui malgré une crise sécuritaire sans précédent n'hésitent pas à détourner des deniers publics, l'absence de réponse politique, économique et sécuritaire idoine à la hauteur de la gravité de la crise.

V - La France dans le borbier sahélien : intervenir dans une région complexe

Le Sahel est une région complexe, il y a plusieurs facteurs qui contribuent à son instabilité : la mal gouvernance, les conflits inter communautaires et intracommunautaires, les

³² <https://ml.ambafrance.org/Consignes-de-securite> , consulté le 02/02/2022 à 17H27

³³ Etat islamique au Grand Sahara

³⁴ Al Qaeda au Maghreb Islamique

³⁵ <https://www.france24.com/fr/20140730-otages-rancons-france-djihadistes-al-qaida-aqmi-kidnapping-jackpot>

commerces illicites, les alliances entre les services des différents États et les groupes terroristes...

En effet, intervenir dans un tel contexte est toujours périlleux et l'intervention militaire ne sera efficace que si elle est combinée d'une des actions politique, économique, sociale efficace. Or dans le cas de l'intervention française au Mali, les autres volets ont fait défaut. Les français ont voulu imposer une solution politique qui n'a ni l'adhésion des populations dans son écrasante majorité ni celle des autorités maliennes.

Le problème de mal gouvernance ne saurait être imputé à la France même la politique étrangère française tant souvent à conforter des dirigeants affairistes et peu démocrates. Le problème de conflits inter et intracommunautaires est très complexe et profonde. Il revient aux États d'amorcer le dialogue social et d'instaurer la paix civile. Les États de la région s'emploient peu à juguler les trafics illicites qui nourrissent parfois les conflits communautaires, le banditisme et le terrorisme. Quant au terrorisme, il est regrettable de souligner qu'il existe indubitablement des alliances, des deals entre les groupes terroristes et les services secrets de la région. Ce qui explique les attaques sélectives des groupes terroristes. L'armée française est impuissante face à une telle conjoncture.

A. Quelques facteurs structurels endogènes ayant contribué à l'échec de l'intervention militaire française

Peu avant le début de l'intervention militaire française au Mali, le monde entier découvre les vidéos hilarantes de soldats maliens s'entraînant sans munition³⁶. Plusieurs facteurs expliquent cette impotence manifeste de l'armée malienne : d'abord, les programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés aux États africains dans les années 80 par les institutions de Bretton Woods qui se caractérisent par un désengagement massif des services étatiques fondamentaux (santé, éducation, entreprises étatiques, l'armée...). Deuxièmement, avec l'avènement des mouvements démocratiques au pouvoir en 1992, le nouveau pouvoir civil méfiant de l'armée a mené une politique d'affaiblissement méthodique de celle-ci en deux phases : politisation de l'armée, désinvestissement dans l'armée (matériel militaire obsolète et insignifiant, formations lacunaires, conditions de vie misérable des hommes en uniforme...). L'obsession du coup d'État a donc conduit ces dirigeants politiques à sacrifié le secteur de la sécurité et de la défense sur l'autel de leurs calculs politiques viciés. Troisièmement, c'est l'absence de culture sécuritaire qui est commun à tous les États africains. Les subsahariens s'illustrent par leur manque de proactivité, l'étonnante passivité des acteurs politiques et militaires dénotent avec les menaces multidimensionnelles qui pèsent sur l'existence des États et les cultures plurimillénaires d'Afrique.

B. De la responsabilité des autorités maliennes dans l'échec de l'intervention militaire française

36 https://www.youtube.com/watch?v=Cw_fwHTB26U

La France est intervenue au Mali avec ses arrières pensées politiques mais celles-ci semblent en déphasage avec la réalité de l'humanité Touarègue³⁷ mais également à une méconnaissance des aspirations profondes du peuple malien et de son histoire. Paris a voulu imposer sa propre lecture de la situation malienne comme nous l'avons expliqué antérieurement : l'autonomie des régions du Nord (Gao, Kidal, Tombouctou) en attendant la fédération et la dislocation autrement dit l'indépendance de ces régions. Cette ingérence a eu pour conséquences le retour en force des indépendantistes, des terroristes, le déplacement massif de populations, des milliers de morts... En effet, peu après l'intervention militaire la France a exigé l'organisation des élections présidentielles dans les plus brefs délais : "Nous voulons qu'il y ait des élections au Mali à la fin du mois de juillet. Et ça, nous serons intraitables là-dessus. Deuxièmement, il faut qu'il y ait ce dialogue avec toutes les composantes de la société malienne"³⁸ déclare François Hollande dans un entretien à France 2. Une négociation a été engagée avec les groupes armés séparatistes en vue d'un préaccord connu sous nom des Accords de Ouagadougou³⁹ permettant d'une part l'organisation des élections présidentielles et législatives et actant d'autre part le principe de l'ouverture d'une nouvelle négociation soixante jours après l'élection du nouveau président de la république. Cependant, le président élu, Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) n'a pas daigné ouvrir les négociations dans les temps impartis. Il semble agacer par les rebelles gonflés à bloc par le soutien de Paris. Il affirme : « je ne négocierai plus avec un groupe armé. Qu'ils déposent d'abord les armes et on pourra discuter après. Un rebelle ne peut se hisser à mon niveau pour discuter d'égal à égal⁴⁰ ». Cette affirmation a pour conséquence la déflagration de la situation sécuritaire avec une certaine bienveillance de Paris qui voulait pousser les rebelles à des négociations directes avec Bamako. Pour la France, IBK aurait été un interlocuteur privilégié et pour les rebelles ce dernier étant proche de Paris céderait à certaines de leurs revendications sauf que le président malien faisait face à une opinion malienne intraitable sur la question du nord et de Kidal en particulier. La brouille affichée s'est ainsi durablement installée entre la France et le Mali. Les officiels français ne se privaient plus de déclarations déplaisantes à l'égard du Mali et des autorités.

Cependant, le président IBK a commis un certain nombre d'erreurs qui ont ruiné son mandat et précipita sa chute. D'abord, le refus d'ouvrir des négociations en proposant un véritable programme de développement pour les régions du nord, bref proposer une architecture sécuritaire, économique, socio-politique qui prend compte les revendications légitimes des mouvements rebelles. D'autre part, il s'est très vite embourbé dans les affaires de corruption qui n'ont cessé de prendre des proportions jusqu'à entraîner son renversement devenu quasiment inévitable tant la crise est devenue multidimensionnelle : mal gouvernance, insécurité ...

A la chute du président IBK, le gouvernement de transition sous la direction de Bah N'Daw et de Moctar Ouane a été chaleureusement applaudi par le président Emmanuel Macron qui visiblement très euphorique de quelques avancées dans la mise en œuvre de l'Accord d'Alger cher à Paris mais qui jusque-là a été bloqué par des résistants intérieurs de l'administration malienne opposés à son application, déclara : « En quelques mois, ces autorités de Transition ont donné plus de gages que les autorités précédentes en 3 ans »⁴¹. Cependant depuis le coup

37 J'entends par humanité touarègue, l'ensemble des réalités humaines, socio-anthropologiques de la communauté touarègue, à comprendre ici comme identité

38 https://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-se-dit-intraitable-pour-des-elections-en-juillet-28-03-2013-1647237_24.php

39 <https://www.justiceinfo.net/media/k2/attachments/Mali/Accord-Ouagadougou.pdf>

40 http://malijet.com/a_la_une_du_mali/89334-ibk-l%E2%80%99a-r%C3%A9it%C3%A9r%C3%A9-ce-mardi-%C3%A0-l%E2%80%99occasion-de-l%E2%80%99inauguration-du-barra.html

41 <https://www.vie-publique.fr/discours/278631-emmanuel-macron-16022021-terrorisme>

d'État de mai 2021, la nouvelle direction du pays sous le premier ministre Choguel Kokala Maïga ouvertement opposé à l'Accord d'Alger, Paris semble contrarier car si la précédente administration s'affairaient à lever les derniers blocages à son application intégrale, le ton à Bamako est maintenant tout autre : l'habileté politique et l'intransigeance du gouvernement tranche avant les précédents beaucoup plus prompts à satisfaire Paris.

Néanmoins, ce qui est paradoxal dans la position française concernant la corruption au Mali, Paris a longtemps dénoncé la corruption qui gangrène l'administration malienne mais lorsque récemment la justice a procédé à quelques arrestations de personnalités publiques accusées de malversations financièrement, c'est le président Emmanuel Macron lui-même qui parle sans équivoque de persécutions politiques et de prisonniers politiques⁴². Pourtant si ces déclarations semblent faire allusion à l'ancien premier ministre malien Soumeylou Boubèye Maïga, ce dernier a bien été entendu à Paris dans une affaire de malversation⁴³. Il est également cité dans une affaire de surfacturation liée à l'achat d'équipements militaires où une paire de chaussette a été facturée à l'État pour la somme de 45 euros⁴⁴ (30 000 CFA). En effet, une analyse aiguë des déclarations de hauts responsables français à ce sujet permet de comprendre pourquoi Paris chérit bien les dirigeants corrompus d'Afrique parce que d'une part, vulnérables, ils sont plus enclin à céder face à la pression et d'autre part, on peut faire affaires avec eux dans des conditions et termes peu clairs comme le démontre le scandale qui entoure l'octroi du marché du passeport malien au fils de l'actuel ministre français des affaires étrangères Jean-Yves Le Drian⁴⁵.

Les neuf (9) ans de présence militaire française n'ont pas permis au Mali de retrouver la paix, les populations se montrent de plus en plus hostiles, les nouvelles autorités de transition ont fait le choix d'une alliance stratégique avec les russes malgré les protestations énergiques des alliés occidentaux car pour bon nombre de malien la France est soit de mauvaise foi soit elle est **inefficace**.

C. L'entrée de l'ours russe au Mali

Les conséquences des difficultés françaises à aider les partenaires maliens et sahéliens à endiguer le terrorisme a finalement profité à Moscou qui entre ainsi dans le pré carré français du sahel après la Centrafrique. Les autorités françaises n'ont pas su corriger l'inefficacité stratégique, elles ont donc perdu la bataille de la communication au Sahel. A ce sujet, les officiels français accusent les réseaux russes de diffuser de fausses informations discréditant l'action militaire française. Si cela semble en partie vrai, les services français mènent également des campagnes sur les réseaux sociaux au bénéfice de l'opération militaire française au Sahel⁴⁶. Ce n'est tant la désinformation russe qui nuit à l'armée française au Sahel, c'est plutôt l'absence de résultat tangible dans la lutte contre le terrorisme malgré les efforts français car le terrorisme ne cesse de faire des victimes et de s'étendre.

42 <https://www.rfi.fr/en-bref/20210930-lourde-charge-d-emmanuel-macron-contre-le-premier-ministre-malien-de-transition>

43 <https://www.rfi.fr/afrique/20141005-france-boubeye-maiga-boubacar-keita-tomi-fin-garde-vue-ex-ministre-malien-boubeye-m>

44 <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20210827-%C3%A0-la-une-le-mali-avec-le-placement-sous-les-verrous-de-soumeylou-boubeye-ma%C3%AFga>

45 <https://mondafrique.com/jean-yves-le-drian-et-son-fils-thomas-dans-la-tourmente/>

46 <https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/afrique-facebook-ferme-de-faux-comptes-de-desinformation-lies-a-l-armee-francaise-20201216>

La France a certes essayé de s'appuyer sur d'autres partenaires notamment le G5 Sahel et la force européenne Takuba mais le constat semble très mitigé car la philosophie française, la compréhension française de la situation n'a pas évolué : il y a une obsession des autorités militaires et politiques françaises à imposer une solution française à la crise malienne et sahélienne de façon générale ! Ce qui a peu de chances d'aboutir compte tenu de l'hostilité des opinions et des élites politiques et militaires notamment au Mali.

Les multiples massacres des populations civiles (massacre d'Ogossagou, Sobane Da...) ainsi qu'à la perte de plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre face à une relative indifférence des casques bleus de la MINUSMA, des forces françaises et européennes, les nouvelles autorités se sont donc engagées dans la diversification de leur partenariat en matière de sécurité.

Comme en Centrafrique, il n'existe pas à proprement parler d'hostilité à l'encontre de la France de la part de l'élite politique et militaire malienne. On peut parler de méfiance née de certaines déclarations maladroites, intentionnelles d'officiels français mais également de l'action politique française qui est très discutable. Les maliens reprochent majoritairement à la France son appui diplomatique⁴⁷, militaire⁴⁸, médiatique⁴⁹ et économique⁵⁰ aux rebelles indépendantistes Touaregs.

VI - Conclusion

En ce début d'année 2022 soit 9 ans après le début l'intervention militaire française au Mali, on constate avec sidération que le terrorisme loin de disparaître, gagne non seulement du terrain au Mali mais dans tout l'espace sahélo-saharien et même au-delà. Le bilan est peu reluisant malgré l'élimination de plusieurs centaines de terroristes et de quelques emblématiques chefs. La France enregistre plus d'une cinquantaine de soldats tués⁵¹ et le Mali, plus de onze mille morts (dont plus de deux mille soldats). Il faut ajouter à ce bilan plusieurs dizaines de milliers de déplacés de guerre au Mali et dans les pays voisins.

Les soldats français qui étaient triomphalement accueillis en 2013 dans les villes et villages maliens tel un Jésus rentrant triomphalement à Jérusalem sont désormais conspués et bloqués par les foules scandant des slogans hostiles non pas seulement au Mali mais à travers de nombreux États sahéliens (Burkina, Niger). Cet état de fait illustre bien un échec patent de la stratégie militaire et politique française au Sahel. Même si les autorités militaires et politiques françaises se refusent d'admettre cette réalité, il est impossible de l'éluder !

La guerre se gagne d'abord politiquement, l'action militaire ne permet pas de gagner durablement une guerre. Les erreurs politiques annihilent les gains militaires. En clair qui perd

⁴⁷ La France apporte un soutien diplomatique discret à travers des pressions pour que les autorités maliennes appliquent l'accord d'Alger mais également sous d'autres formes (via les institutions européennes et l'ONU).

⁴⁸ L'appui militaire français aux groupes séparatistes Touaregs s'articule autour de la MINUSMA qui sert de force d'interposition entre l'armée malienne et alliés d'une part et les groupes Touaregs sécessionnistes mais aussi à travers d'autres actions insidieuses.

⁴⁹ Au début de la rébellion touareg en 2012, les médias français à l'instar de RFI, France 24 ont largement couvert le conflit avec une once de partialité.

⁵⁰ La France en empêchant l'administration malienne de se déployer dans la région de Kidal a donc laissé non seulement les rebelles séparatistes prélever des taxes à la place de l'Etat malien mais également les forces françaises ont sciemment fermé les yeux sur divers trafics (drogue et autres produits illicites, orpaillage...) contribuant ainsi indirectement au financement de ces derniers.

⁵¹ [Faire une recherche - Mémoire des hommes \(defense.gouv.fr\)](https://www.defense.gouv.fr/fr/actualites/actualites/2022/01/faire-une-recherche-memoire-des-hommes)

la guerre politiquement, la perdra irrémédiablement militairement. C'est, ce qui est arrivé à la France au Mali et au Sahel d'une certaine manière.

La France s'est rendue impotente par une somme d'intrigues et de compromissions avec certains groupées armés du septentrion malien, ce qui a conduit à l'enlissement et se soldera inexorablement par son affaiblissement dans son pré carré africain puisque les populations civiles terrorisées retournent leur colère contre elle. L'échec de l'intervention militaire française est lié à une combinaison de facteurs.

VII - Bibliographie :

_ MARILL Jean Marc et Philippe CHAPLEAU, Dictionnaire des opérations extérieures de l'armée française de 1963 à nos jours, Nouveau Monde Editions, 7 juin 2018

_ Consulté sur Internet, <https://www.vincenthiribarren.com/dh/francafrique/index.html>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.viepublique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/124000016.pdf>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.france24.com/fr/france/20220217-en-direct-fin-de-partie-pour-l-op%C3%A9ration-barkhane-au-mali>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.youtube.com/watch?v=pjpt3cQ53qY>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.unicef.org/mali/communiqu%C3%A9s-de-presse/adaptation-des-offres-%C3%A9ducatives-pour-un-retour-l%C3%A9cole-dans-un-environnement#:~:text=Compte%20tenu%20de%20la%20crise,du%20mois%20d'ao%C3%BAt%202021>, le 26/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/mali-378-000-d%C3%A9plac%C3%A9s-internes-enregistr%C3%A9s-en-2021onu/2371330#:~:text=Au%20moins%20378%20000%20d%C3%A9plac%C3%A9s,pour%20la%20stabilisation%20du%20Mali%20>, le 26/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.lefigaro.fr/international/2013/03/21/01003-20130321ARTFIG00686-l-ambassadeur-de-france-au-mali-remercie-par-fabius.php>, le 24/03/2022.

_ PÉROUSE DE MONTCLOS Marc-Antoine , Une guerre perdue au Mali, édition, JC Lattès

_ Consulté sur Internet, <http://www.abamako.com/qui/profil.asp?id=1211>, le 24/03/2022.

_ Consulté sur Internet, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_def/115b4089_rapport-information.pdf_page40, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191101-mali-kidal-absence-etat-le-cadi-rend-justice>, le 26/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/niger-demantelement-d-un-traffic-de-migrants-entre-l-afrique-de-l-ouest-et-l-europe-20220126>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.voafrique.com/a/mali-onu-de-hauts-responsables-accus%C3%A9s-d-obstruction-du-processus-de-paix/5543440.html>, le 27/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.lefigaro.fr/international/2012/02/14/01003-20120214ARTFIG00401-des-touaregs-executent-des-soldats-maliens.php>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, [A la Une : le conflit au Nord-Mali qui s'installe dans la durée - Revue de presse Afrique \(rfi.fr\)](http://www.rfi.fr/afrique/20220325-a-la-une-le-conflit-au-nord-mali-qui-s-installe-dans-la-durée-revue-de-presse-afrique), le 25/03/2022.

_ Consulté sur Internet, https://www.liberation.fr/planete/2013/01/23/le-drian-appelle-a-la-vigilance-face-aux-possibles-exactions-au-mali_876156/, le 24/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://peacemaker.un.org/node/2681>, le 29/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.youtube.com/watch?v=Itr2mpcdB7I>, le 29/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.jeuneafrique.com/868300/politique/mali-expulsion-du-français-christophe-sivillon-chef-du-bureau-de-la-minusma-a-kidal/>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, https://www.jeuneafrique.com/1282659/politique/minusma-combien-de-soldats-africains-morts-pour-le-mali/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter, le 23/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://ml.ambafrance.org/Consignes-de-securite> , consulté le 02/02/2022

_ Consulté sur Internet, <https://www.france24.com/fr/20140730-otages-rancons-france-djihadistes-al-qaida-aqmi-kidnapping-jackpot>, le 24/03/2022.

_ Consulté sur Internet, https://www.youtube.com/watch?v=Cw_fwHTB26U, le 22/03/2022.

_ Consulté sur Internet, https://www.lepoint.fr/monde/mali-hollande-se-dit-intraitable-pour-des-elections-en-juillet-28-03-2013-1647237_24.php, le 24/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.justiceinfo.net/media/k2/attachments/Mali/Accord-Ouagadougou.pdf>, le 28/03/2022.

_ Consulté sur Internet, http://malijet.com/a_la_une_du_mali/89334-ibk-l%E2%80%99a-r%C3%A9it%C3%A9r%C3%A9-ce-mardi-%C3%A0-l%E2%80%99occasion-de-l%E2%80%99inauguration-du-barra.html, le 21/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.vie-publique.fr/discours/278631-emmanuel-macron-16022021-terrorisme>, le 23/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20210930-lourde-charge-d-emmanuel-macron-contre-le-premier-ministre-malien-de-transition>, le 22/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20141005-france-boubeye-maiga-boubacar-keita-tomi-fin-garde-vue-ex-ministre-malien-boubeye-m>, le 23/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-afrique/20210827-%C3%A0-la-une-le-mali-avec-le-placement-sous-les-verrous-de-soumeylou-boubeye-ma%C3%AFga>, le 29/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://mondafrique.com/jean-yves-le-drian-et-son-fils-thomas-dans-la-tourmente/>, le 24/03/2022.

_ Consulté sur Internet, <https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/afrique-facebook-ferme-de-faux-comptes-de-desinformation-lies-a-l-armee-francaise-20201216>, le 30/03/2022.

_ Consulté sur Internet, [Faire une recherche - Mémoire des hommes \(defense.gouv.fr\)](#) , le 28/03/2022.